

Philippe Van Parijs: "Le système électoral pousse à la surenchère"

Vincent Rocour

Mis en ligne le 22/01/2011

Le philosophe Philippe Van Parijs (UCL) prendra part à la manifestation "Shame". Pour lui, on ne sortira de la crise que si on réapprend à se parler.

Entretien

Le philosophe Philippe Van Parijs anime la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale à l'UCL. Il est aussi à l'initiative de plusieurs groupes de réflexion réunissant des intellectuels de chaque communauté linguistique. Il a notamment co-fondé le groupe Pavia, qui milite pour la circonscription fédérale. On le retrouve aussi à l'origine de Re-Bel, dont l'objectif est de repenser la [Belgique](#). Il se rendra à la manifestation organisée ce dimanche par un collectif d'étudiants. Il explique à "La Libre" pourquoi.



Alexis Haulot

Une manifestation pour réclamer un gouvernement, c'est étonnant, non ?

Il y a un précédent. En 2007, on a aussi eu une longue période sans gouvernement. Et il y a aussi eu une manifestation. Cette manifestation-là, je l'avais regardée avec bienveillance. C'était sympa de voir ces gens, majoritairement francophones, se balader dans les rues de [Bruxelles](#) avec des calicots du genre : "Ne nous quitte pas". C'est quand même plus sympa que les calicots "franse ratten, rol uw matten". Mais je n'y ai délibérément pas participé. Elle comportait trop de relents nostalgiques, comme un appel naïf à un retour vers une Belgique unitaire.

La manifestation de dimanche sera différente de celle de 2007 ?

Ce que je trouve bien dans cette initiative, c'est qu'il n'y a ni réflexes anti-politiques primaires, ni belgicisms nostalgiques. Ce sont des jeunes qui veulent aller de l'avant et qui se rendent compte que pour aller de l'avant, il faut s'écouter, mieux comprendre les irritations et les solutions qui existent de leur côté. Ce dialogue est massivement insuffisant entre hommes politiques durant la phase préélectorale. C'est d'ailleurs bien pour cela qu'ils sont pris de court après les élections. Créer de la confiance, cela exige un travail interminable. Mais nécessaire. Et pas seulement pour les hommes politiques.

Vouloir un gouvernement, c'est sympa. Mais tout le monde en veut un rapidement. Le militant de la [N-VA](#) comme le partisan du retour à une Belgique unitaire...

Inévitablement, il y aura une multiplicité de motivations, donc un peu d'ambiguïté. Si la demande, c'est : "Donnez-nous un gouvernement, vite, avec n'importe quel accord", cela ne tiendrait pas la route. La demande, cela doit être : "De grâce, donnez-vous un mode de fonctionnement récurrent qui nous permette d'avoir des gouvernements beaucoup plus rapidement." Et pour que cela soit possible, il faut que les désaccords soient déjà traités avant les élections.

L'instauration d'une circonscription fédérale y contribuerait...

En partie. C'est vrai que notre système électoral pousse à la surenchère et n'incite pas les politiques à aller écouter ce qui se dit de l'autre côté de la frontière linguistique avant la formation d'un gouvernement. Mais il faut aussi que, plus largement, les artistes, les universitaires, les acteurs du monde associatif se parlent. On est condamné à vivre ensemble et à trouver, à cause des interactions intenses qui

subsisteront via Bruxelles, une manière de fonctionner qui sera efficace et jugée équitable pour chacun.

Dans les années 60, 70, 80, 90, les hommes politiques nouaient des accords institutionnels. Qu'est-ce qui a changé ?

Ce qui a changé, ce sont les partis eux-mêmes. Jusqu'à l'affaire de [Louvain](#), les partis étaient unitaires. Ils avaient des centres d'études communs, de nombreuses réunions communes. Des liens de confiance, parfois même d'amitié, se créaient entre personnes de langue différente. Mais les personnes qui ont connu cette période, les Martens, Dehaene ou même [Van Rompuy](#), sont soit partis, soit en partance. La nouvelle génération n'a plus les mêmes réflexes. Avant d'être nommé formateur, le CD&V Yves Leterme n'avait jamais eu de discussions sérieuses avec la CDH Joëlle Milquet. Au lieu de prendre de temps en temps une bière avec Bart De Wever, il aurait dû aller boire le thé avec [Joëlle Milquet](#).

La compréhension mutuelle, c'est encore quelque chose de possible ?

Il n'est jamais trop tard. On n'a pas le choix. Si nous étions structurés comme la Tchécoslovaquie, il n'y aurait pas de problème. On pourrait se séparer sur du velours. Mais Bruxelles n'est ni Prague, ni Bratislava. C'est très différent.

Cette volonté de parler par-delà la frontière linguistique, ce n'est pas une idée très bruxelloise, belge ?

C'est une idée bruxelloise si on voit dans Bruxelles un endroit hybride où différentes personnes se rencontrent. C'est aussi une idée européenne si on considère que la construction européenne est une tentative de faire coexister les Français et les Allemands qui, dans le passé, ne s'étaient pas suffisamment écoutés. C'est une idée belge dans la mesure où la Belgique est jusqu'à présent parvenue à faire coexister trois communautés linguistiques de manière pacifique. C'est simplement une idée de bon sens au moment de régler des problèmes ensemble.

Suffirait-il simplement d'une meilleure compréhension pour arriver à un accord ? Certains compromis paraissent impossibles. On scinde BHV ou on ne le scinde pas. Il n'y a pas de demi-mesure...

Un compromis est toujours possible en élargissant les dimensions dans lesquelles il se fait. Prenons l'affaire de Louvain. C'est pour moi l'un des plus magnifiques exemples de compromis dans ce pays. La question, c'était soit les francophones quittent l'université de Louvain sous la pression des Flamands, soit ils restent malgré elle. Un des deux camps devait donc céder. On a alors élargi le cadre. Les francophones ont dû quitter la belle ville de Leuven qu'ils regretteront sans doute toujours, mais ils ont reçu en compensation un beau lopin de terre à Ottignies, qui n'avait pas beaucoup de valeur à l'époque et qui en a pris beaucoup depuis lors. Les francophones ont eu le sentiment d'avoir fait toutes les concessions, et les Flamands celui d'avoir payé le prix fort pour un truc tout à fait évident puisque la ville ne pouvait plus supporter une telle population étudiante. Cela a été un compromis. On aurait pu faire autre chose. Déménager certaines facultés dans une autre ville ou que sais-je encore. Mais cela aurait été bien pire. On serait resté avec des tas d'ennuis sur les bras, comme dans les communes à facilités. Et Louvain-la-Neuve ne se serait pas développée comme elle s'est développée. C'était bien un compromis intelligent. Pour cela, il a bien fallu comprendre le point de vue de l'autre. Et cela prend du temps.

Ne trouvez-vous pas que les réformes institutionnelles ficelées en Belgique jusqu'à présent sont du bricolage ?

C'est du bricolage, et cela restera jusqu'à la fin des temps du bricolage. Mais il y a du bricolage habile. Et du bricolage désastreux, qui est fait à la va-vite, à 3 heures du matin.

Les compromis qui concernent Bruxelles et sa périphérie ne sont-ils pas désastreux ? Les tensions restent permanentes...

Je suis assez clair là-dessus. Une région bruxelloise qui inclurait son hinterland économique doit être exclue à jamais. Parce que vous ne pouvez pas arracher aux deux autres régions leur province la plus riche. Ce n'est politiquement pas faisable. Ni franchement équitable. Il est clair qu'à terme (la situation n'est pas mûre actuellement), les six communes à facilités seront rattachées à Bruxelles. Mais cela se fera dans le cadre d'un compromis plus large. Ce rattachement ne se fera pas à la partie francophone du pays. Mais à une région trilingue, Bruxelles-capitale. D'autre part, si la Flandre cède du territoire, il faudrait que la Wallonie en cède aussi. Elle devrait céder un nombre équivalent d'habitants des six communes à facilités et un territoire beaucoup plus vaste : la transformation en région de la Communauté germanophone.

Dans votre modèle, Bruxelles pourrait garder son statut de multi-capitale ?

Elle garderait sa fonction de capitale de la Fédération belge, avec les droits et les obligations que cela comporte et qui font qu'elle ne sera jamais une région comme les autres. Elle resterait aussi la capitale européenne, mais devrait être une bien meilleure capitale européenne. En revanche, si on va vers la constitution de paquets de compétences plus homogènes en rassemblant dans les mêmes gouvernements les matières communautaires et les matières régionales, il n'y a aucune raison pour que Bruxelles soit la capitale d'une communauté flamande ou française.